

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

ÉFAI

10 juin 2010

Index AI : AFR 54/021/2010

Les défenseurs soudanais des droits humains soulignent que les Nations unies ne doivent pas abandonner le Soudan

(Genève) Nos organisations regrettent que le Conseil des droits de l'homme ait décidé de reporter sa discussion de la situation des droits humains au Soudan à sa quinzième session, qui aura lieu en septembre 2010.

Les organisations de défense des droits humains craignent que ce report n'empêche le Conseil des droits de l'homme de faire face à la multiplication des atteintes aux droits humains au Soudan.

Dans le rapport qu'il a remis à cet organe des Nations unies, l'expert indépendant sur le Soudan a conclu qu'il subsistait « de graves problèmes de droits humains non résolus » dans ce pays et a recommandé que « le Conseil des droits de l'homme reste engagé [...] jusqu'à ce que des progrès significatifs aient été accomplis ». Étant donné que cet expert ne pouvait pas participer à la session pour des raisons médicales, le Conseil des droits de l'homme a différé sa présentation du rapport et son dialogue interactif avec lui.

« Il est très dangereux que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies délaisse le Soudan maintenant », a déclaré Faisal Elbagir, journaliste, défenseur des droits humains et ancien secrétaire général du Centre de Khartoum pour les droits humains et le développement de l'environnement, qui a été fermé en mars 2009 par les autorités soudanaises. « Le gouvernement du Soudan veut tous nous faire croire que les récentes élections ont permis des avancées sur le plan des droits humains. En fait, c'est l'inverse qui est vrai – la situation des droits humains n'a fait que s'empirer depuis avril. »

Les élections présidentielles et législatives soudanaises, qui se sont déroulées du 11 au 15 avril, ont été marquées par de graves atteintes aux droits humains, notamment des manœuvres d'intimidation à l'encontre des électeurs. Depuis ce scrutin, le gouvernement du Soudan a redoublé d'efforts pour réprimer la défense des droits civils et politiques, y compris en réinstaurant la censure des journaux avant publication par le Service national de la sûreté et du renseignement. Des agents de ce service ont arrêté quatre journalistes et auraient torturé deux d'entre eux. Le 9 juin, ces journalistes ont comparu devant un tribunal pour des chefs d'accusation passibles de la peine de mort alors qu'ils n'ont fait qu'exercer pacifiquement leur profession. Six membres du Comité de grève des médecins ont également été arrêtés, dont certains auraient été torturés.

Selon Ali Agab, ancien membre du service juridique du Centre de Khartoum pour les droits humains et conseiller juridique de l'African Centre for Justice and Peace Studies, « sans les libertés fondamentales et l'état de droit, le référendum sur la sécession du sud du Soudan, qui doit se dérouler en janvier 2011, pourrait donner lieu à une privation massive du droit de vote et entraîner une nouvelle guerre civile. La communauté internationale et le Conseil des droits de l'homme doivent continuer de porter leur attention sur la situation des droits humains au Soudan ».

L'expert indépendant sur le Soudan est actuellement le seul mécanisme des Nations unies chargé d'observer la situation des droits humains dans tout le pays, en informant régulièrement tous les États

membres et en présentant des rapports au Conseil des droits de l'homme.

« La décision de ne pas renouveler le mandat de l'expert indépendant pour une année entière maintenant est très regrettable au vu de l'urgence de traiter les atteintes aux droits humains actuellement commises au Soudan, a déclaré un éminent défenseur soudanais des droits humains sous couvert de l'anonymat. Nous exhortons l'expert indépendant à effectuer une nouvelle visite dans le pays et à mettre à jour son rapport pour la session de septembre 2010 du Conseil des droits de l'homme. »

Contacts : Amnesty International (français, anglais, arabe) +44 207 413 5566 ; Cairo Institute for Human Rights Studies (arabe, anglais) +41 76 717 2477

FIN